



Passer enfin à l'action, laisser de côté le sentiment d'impuissance et les difficultés liées à la construction de la lutte intersyndicale

**Il nous avait promis qu'il serait le candidat du pouvoir d'achat. Il n'avait pas précisé le pouvoir d'achat de qui.**

L'INSEE indique un record d'inflation depuis mai 1992. En 2007, les prix ont augmenté de 2,8 %. Cette augmentation est objectivement beaucoup plus importante pour ceux (celles) qui font les courses : les prix alimentaires et les carburants ont beaucoup plus augmenté que les prix industriels. Le cabinet Nielsen International prévoit un pic (supplémentaire) de 4 % en avril.

Si les luttes se développent dans le privé pour exiger des augmentations de salaire, le ministre de la fonction publique ne propose que 0,8 % d'augmentation aux fonctionnaires en précisant que c'était pour solde de tout compte et en ajoutant qu'il veillerait à ce qu'il n'y ait pas de baisse individuelle de salaire. Il ne parle pas de rattraper le retard accumulé ces dernières années. Ce qui veut dire également que l'idée même de progression de pouvoir d'achat est abandonnée pour les personnels titulaires. Les salaires des personnels précaires ne sont pas concernés par cette « garantie » de non-perte de pouvoir d'achat.

Les retraités, qui ont manifesté jeudi dernier, s'étaient vu octroyer une augmentation grasse de 1,1 %.

Un peu partout dans le pays, les salariés et les retraités découvrent la réalité de la politique présidentielle : **Tout pour les riches (tout pour lui au passage), casse accélérée des conquêtes sociales immédiatement sensibles : « franchises médicales », augmentation des prix, érosion des services publics, droit du travail, précarité, etc.**

*Les femmes subissent la précarité et les bas salaires plus que les hommes. 85,6 % des femmes âgées de 25 à 49 ans sont actives. Elles représentent 47 % des actifs et 83 % des emplois à temps partiel.*

*80% des salariés sont au dessous du SMIC. 54 % des chômeurs sont inscrits à l'ANPE et 57 % des chômeurs ne sont pas indemnisés.*

*Le temps de travail domestique et parental est estimé en moyenne à 5 heures par jour pour une femme et à 2 heures pour un homme.*

*Sur les 188 900 emplois créés en 2006 (dernière année où on dispose de statistiques officielles), 116 000 l'ont été dans les services à la personne : aide à domicile, employée de maison, garde d'enfants. Ces emplois sont presque tous occupés par des femmes. Ils sont d'une extrême précarité : En durée : moyenne horaire ANNUELLE travaillée : 420 heures, ce qui équivaut à 32 000 emplois en équivalent temps plein.*

*En salaire : pour les « bénéficiaires » de ces emplois, ce sont des conditions de travail et de vie sous le supportable : 11 à 12 heures par semaine, ce qui fait une paie mensuelle d'environ 300 euros. Ces personnes se déplacent, dépensent du temps et de l'essence, subissent des employeurs divers et eux-mêmes précaires. Ces « miettes d'emploi » sont une pratique scandaleuse en croissance, qui permet au gouvernement d'afficher une « baisse » artificielle du chômage.*

*Le SNU-ANPE-FSU dénonçait d'ailleurs le 6 mars le « triomphalisme du gouvernement et la falsification des chiffres du chômage publiés », insistant sur le fait que le gouvernement ne communique pas sur les postes supprimés dans la fonction publique, sur le glissement d'emplois du secteur public au secteur privé dans les conditions décrites plus haut, sur les*

*fermetures de services, l'externalisation de services divers et les sous-traitances.*

*Les camarades notent par ailleurs que les expressions de souffrance au travail des salariés, notamment signifiées par le phénomène des suicides liés au travail, contredisent l'affirmation selon laquelle « il n'y aurait pas de dégradation de la qualité de l'emploi, mais au contraire une légère amélioration »*

*Dans la fonction publique, le même phénomène se reproduit : les emplois précaires sont très majoritairement occupés par des femmes.*

*Il faut ajouter à tout cela le mépris bourgeois insupportable de la ministre de l'économie qui, de sa voix très 16<sup>ème</sup> arrondissement-Neuilly, prodiguait ces jours-ci sur France Inter ses conseils au bon peuple pour mieux gérer la hausse des prix : « allez faire vos courses chez Leader Price ! » On ne promet même plus la brioche, tout fout le camp...*

*Les salariés n'ont pas besoin d'un coup de poing simulé contre la grande distribution, mais d'un réel coup de pouce aux salaires !*

Ceux qui avaient cru aux promesses du candidat qui a été élu, ceux qui avaient cru à la rupture avec la politique MEDEF-Commission européenne, ceux qui avaient cru à l'amélioration de leurs conditions de vie se rendent tous compte maintenant qu'ils se sont laissés rouler par des apparences clinquantes et la déception de ne pas trouver de politique alternative.

Ce sont ceux-là qui sont actuellement les acteurs dépités ou en colère de la vraie rupture sarkozienne, grâce à nos résistances, grâce à nos explications et grâce aux espoirs d'alternative sociale que nous pouvons proposer.

## Nous sommes à un tournant de la vie de notre organisation

Les syndicats de la fonction publique, et tout d'abord, évidemment, la FSU ont des responsabilités historiques dans la situation actuelle.

Responsabilités vis à vis des personnels soumis à une aggravation extraordinaire de leurs conditions de travail en même temps qu'à une baisse de leur pouvoir d'achat.

Responsabilité pour préserver l'organisation syndicale, principal outil de défense des salariés. En particulier la FSU.

Si les attaques contre les services publics, contre le droit du travail, contre les statuts, contre l'existence même de nos missions, contre nos salaires, contre nos retraites se poursuivaient de la même façon, qui imposerait ou qu'est-ce qui imposerait aux salariés des services publics de se syndiquer ?

Or, les projets gouvernementaux comme les projets de la commission européenne vont dans le sens de cette poursuite. Peut-on rester encore longtemps sans réagir plus vigoureusement, sans parvenir à susciter et organiser les luttes, les fédérer et en organiser la convergence ?

La FSU qui n'est pas une des organisations syndicales historiquement représentatives va devoir imposer sa représentativité. Cette fin d'année 2008 est cruciale pour notre fédération. Ou nous prouvons, par notre analyse et notre action, par le rassemblement que nous sommes capables d'organiser, par les victoires que nous pourrions construire, que nous sommes réellement représentatifs et utiles aux salariés. Ou nous disparaissions. Plus ou moins vite.

Toutes ces raisons doivent nous pousser à passer à l'action, avec ou sans nos camarades de l'intersyndicale. S'ils suivent, tant mieux. S'ils ne bougent pas, tant pis pour eux.

## Enfin, des actions sont engagées

Plusieurs actions ont déjà démarré :

Dans la culture, deux jours de grève nationale ont été largement suivis à l'appel de la CGT et du SNAC-FSU au château de Pau : près de 90 % de grévistes et une journée d'explications au public très suivie. Le 20 mars, les salariés du château enverront une délégation participer à la manifestation nationale à Paris.

Dans la fonction territoriale, l'action entreprise au conseil général depuis l'assemblée générale de Ramous en octobre pour exiger l'égalité des régimes indemnitaires et une augmentation des salaires, avance à bonne allure. L'intersyndicale CGT ; STUA-FSU ; FO ; UNSA tient solidement et a mené plusieurs actions : rassemblement devant le conseil général, blocage de la route de Gourette et Artouste, siège du bureau du président pour exiger des réponses et des engagements. Une grève est lancée pour le 20 mars pour imposer au président du conseil général de ne plus tergiverser.

Le 29 mars, une nouvelle action CGT-FSU sur les retraites doit être menée.

Dans l'éducation nationale, principale administration en nombre, les coups sont très durs : attaques contre les statuts, suppression de milliers de postes, casse des enseignements (langues vivantes, enseignement professionnel, enseignement technologique. Dans le cadre du socle commun, menaces de réduction importante des enseignements dispensés à tous les élèves. Augmentation des missions imposées aux enseignants avec la disparition programmée des conseillers d'orientation psychologues, les menaces contre les vies scolaires, la diminution du nombre des CPE et la diminution du nombre des surveillants. Baisse du pouvoir d'achat, émiettement des services sur plusieurs établissements, précarité accrue annoncée

pour l'année prochaine avec les **9000 suppressions de postes** dans le second degré. Les travaux de la commission Pochard promettent une série de « réformes » exterminatrices pour notre service public.

Les phénomènes inédits de violence dans les établissements scolaires : mises en examen de collègues qui tancent des élèves insolents, inspecteur d'académie qui gifle un parent, la police qui vient arrêter en cours un gamin de 9 ans, sans compter la chasse aux familles étrangères sans papiers qui fait disparaître des élèves des bancs de nombreuses écoles montrent incontestablement une dégradation du climat général qui aggrave le sentiment d'exaspération dans l'institution.

**Les collègues sont passés du sentiment de sidération et d'impuissance à la colère et à la volonté d'agir. D'abord pour empêcher la poursuite de cette politique catastrophique, ensuite pour exiger la construction d'un service public d'éducation nationale à la hauteur des besoins des enfants et des familles, dans le respect des personnels. Cette évolution est en grande partie le fruit de notre résistance, de nos explications et de notre détermination à refuser la fatalité du déclin.**

Le SNES-FSU a donc engagé une campagne d'action avec les autres syndicats du second degré de la FSU : SNEP, SNUEP ; l'UNSEN-CGT, le SNFOLC et SUD éducation.

- Chaque établissement doit collectivement choisir une modalité d'action permettant de toucher le maximum de collègues.
- Organiser la participation massive à la grève du 18 mars
- Se réunir en AG pour débattre des suites et en particulier d'une possible reconduction de l'action avant les congés de printemps.
- Dès le 19 mars, le SNES réunira ses instances pour analyser la situation et décider, en fonction des remontées, des suites les plus aptes à rassembler.
- Enfin, comme il avait été convenu au CDFN de rentrée, avec la FSU, il organisera une manifestation nationale pour l'éducation le 17 ou le 18 mai.

C'est moins que jamais, le moment de baisser les bras. Les enjeux sont TRES IMPORTANTS. Pour l'ensemble des collègues, pour notre organisation et donc pour l'espoir ou non de vaincre cette politique très dure qui nous accable depuis plusieurs mois.

U&A 64, le 9 mars 2008

